

L'OMC sauve la face, *alter ekolo* veut changer la donne

Communiqué de presse de Alter Ekolo

alter.ekolo.org - alter@ekolo.org

le 20 décembre 2005

Le Sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce à Hong-Kong s'est terminé, conformément aux attentes, par un accord global. Il est vrai qu'après l'échec flagrant de Cancun en 2003, la crédibilité de l'OMC elle-même était en jeu. Il s'agissait donc pour Pascal Lamy et pour les principaux acteurs de l'OMC, c'est-à-dire avant tout les Etats-Unis et l'Union européenne, de dégager un semblant d'accord même si sa portée est dérisoire.

Le message de Hong-Kong consiste en effet essentiellement en des déclarations favorables à la poursuite des travaux de l'agenda de Doha et un engagement pour un futur relativement lointain à propos des subventions à l'exportation de produits agricoles. Les subventions directes seront en effet supprimées pour la fin de l'année 2013, soit dans 8 ans ; quant aux subventions indirectes (soutiens internes ayant des effets de distorsion des échanges), on s'y attaquera mais aucune échéance n'est fixée.

Les grands exportateurs de tous les pays pourront se réjouir mais pas les paysans, qui continueront à subir la concurrence des produits de l'agriculture industrielle pour leurs productions vivrières. L'autre enjeu qui avait fâché à Cancun est celui du coton africain, victime du dumping du coton US. Les subventions à l'exportation seront supprimées dès 2006, ce qui semblerait consacrer la victoire des pays africains. Mais c'est oublier l'impact dépressif sur les cours mondiaux dû au soutien massif du gouvernement US aux producteurs états-uniens. Or ce soutien devrait disparaître dans le futur mais là non plus aucune échéance n'est fixée....

Ces accords en trompe l'œil ont sans doute permis aux principaux acteurs de sauver la face mais ils ne permettent pas de masquer l'hypocrisie des grands blocs, déterminés à maintenir aussi longtemps que possible leurs avantages concurrentiels tout en prêchant le libre échange sans entraves pour leurs interlocuteurs moins bien lotis. Dix ans après la naissance de l'OMC, les faits sont intraitables : cette organisation a été conçue pour les multinationales du monde occidental à qui les gouvernements délèguent l'essentiel de leurs prérogatives politiques au nom d'une idéologie libérale supposée garante du bien-être général. Les conséquences sont désastreuses pour les citoyens du Sud comme du Nord, pour l'environnement, les droits sociaux et la sécurité alimentaire. Il est temps de remettre en cause cette orientation prétendument inéluctable.

Alter Ekolo lance un appel aux citoyens européens pour qu'ils se mobilisent en faveur d'un changement en profondeur de l'OMC ; tant de son fonctionnement et de ses compétences. Il faut que naisse une Organisation Mondiale du Commerce qui favorise la relocalisation des économies partout dans le monde et que cesse la marchandisation généralisée et la primauté du commerce sur les priorités écologiques, sociales et économiques.